



CENTRE DE GESTION DE LA  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

### PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles L2123 et R2123  
du Code de la Commande Publique

**Accord-cadre à bons de commande**

**Fourniture de carburants et prestations associées  
pour les services du CDG35**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)*

*N° de marché  
MP-FCS-2019-72*

Service Ressources Finances / Marchés Publics
--

# SOMMAIRE

Article 1 :	Pouvoir adjudicateur.....	3
Article 2 :	Objet du marché .....	3
Article 3 :	Pièces constitutives du marché .....	3
Article 4 :	Procédure de passation.....	3
Article 5 :	Forme du marché.....	3
Article 6 :	Décomposition de la consultation .....	3
Article 7 :	Durée du marché .....	3
Article 8 :	Montant du marché .....	4
Article 9 :	Modalités de mise en œuvre des bons de commande.....	4
Article 10 :	Termes couverts par les bons de commande .....	4
Article 11 :	Modalités d'exécution .....	4
Article 11.1 :	Constatation de l'exécution des prestations .....	4
Article 11.2 :	Délais d'exécution .....	4
Article 11.3 :	Conditions d'exécution.....	4
Article 11.4 :	Stockage, emballage et transport.....	4
Article 12 :	Sous-traitance.....	4
Article 13 :	Disposition relatives à la co-traitance .....	5
Article 14 :	Prix et modalités de détermination dans les prix .....	5
Article 14.1 :	Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
Article 14.2 :	Modalités de variation des prix .....	6
Article 14.3 :	Contenu des prix .....	6
Article 14.4 :	Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée .....	6
Article 15 :	Pénalités .....	6
Article 16 :	Conditions de règlement .....	6
Article 17 :	Présentation des demandes de paiement .....	6
Article 17.1 :	Données de la facture .....	6
Article 17.2 :	Format électronique .....	6
Article 17.3 :	Format papier.....	7
Article 18 :	Modalités de règlement .....	7
Article 19 :	Confidentialité.....	7
Article 20 :	Assurances .....	7
Article 21 :	Résiliation .....	7
Article 22 :	Règlement des litiges.....	7
Article 23 :	Modification du marché .....	8
Article 24 :	Garantie financière .....	8
Article 25 :	Dérogation au CCAG-FCS .....	8

## **Article 1 : Pouvoir adjudicateur**

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine  
Village des Collectivités Territoriales  
1, avenue de Tizé  
CS 13600  
35236 Thorigné-Fouillard Cedex

## **Article 2 : Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture de carburants (retrait à la pompe) et les prestations associées pour les services du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine (CDG35).

## **Article 3 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du présent marché sont énumérées comme suit par ordre de priorité décroissante:

### **Pièces particulières :**

- ✚ l'Acte d'Engagement (AE), et ses annexes jointes, signés manuscritement :
  - bordereau des prix unitaires hors taxes
  - l'acte de sous-traitance le cas échéant
- ✚ le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ✚ l'offre technique et financière du candidat
- ✚ les bons de commande émis à la survenance d'un besoin

### **Pièces générales :**

- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009

Il est précisé que les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant. Les pièces générales, bien que non annexées aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues du titulaire.

## **Article 4 : Procédure de passation**

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 à 7 du Code de la Commande publique.

Le marché est un accord-cadre multi-attributaire (deux titulaires maximum), qui fixe les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-1 à 14 du Code de la Commande publique.

## **Article 5 : Forme du marché**

Le présent marché est conclu conformément au bordereau des prix du marché.

## **Article 6 : Décomposition de la consultation**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et en lots pour le présent marché.

## **Article 7 : Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter du 30 décembre 2019.

Il est reconductible trois fois pour une période d'un an sans que sa durée totale ne puisse dépasser quatre années.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande publique, la reconduction est tacite et les titulaires ne peuvent s'y opposer.

Dans le cas où le marché ne serait pas reconduit suite à la décision du pouvoir adjudicateur, les titulaires en seront informés au moins trois mois avant la fin de la validité du marché en cours.

### **Article 8 : Montant du marché**




L'accord-cadre à bons de commande est multi-attributaire (deux titulaires au maximum). Il est conclu sans montant minimum de commandes, mais avec un montant maximum de commandes de 90 000 euros H.T. pour la durée totale du marché et pour l'ensemble des titulaires, sans minimum garanti pour chacun des titulaires.

### **Article 9 : Modalités de mise en œuvre des bons de commande**

Les cartes magnétiques fournies par les prestataires au CDG 35 feront office de bons de commande. Le choix de l'un ou l'autre titulaire se fera selon la proximité de la pompe au moment du besoin.

### **Article 10 : Termes couverts par les bons de commande**

Les termes couverts par les bons de commande sont :

-  la nature du matériel et/ou de la prestation demandés
-  le montant total des matériels et prestations
-  les délais d'exécution de mise en œuvre

### **Article 11 : Modalités d'exécution**

#### ***Article 11.1 : Constatation de l'exécution des prestations***

L'utilisateur de la carte devra vérifier l'adéquation entre le ticket de livraison remis par le responsable de la station ou obtenu à l'automate et le prix affiché à la pompe. Il devra signaler au responsable de la station toutes anomalies qu'il aura constatées. Ce dernier devra alors apporter les réponses nécessaires à l'explication de ces anomalies.

Une deuxième vérification sera effectuée entre le bon de livraison et la quantité indiquée au moment de la facturation. En cas de discordance, le titulaire devra apporter une explication sur celle-ci.

#### ***Article 11.2 : Délais d'exécution***

Le marché prendra effet à compter du 30 décembre 2019.

#### ***Article 11.3 : Conditions d'exécution***

Les prestations devront être réalisées conformément aux Cahiers des Clauses Particulières du Marché.

#### ***Article 11.4 : Stockage, emballage et transport***

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS.

### **Article 12 : Sous-traitance**

Conformément à l'article 12 du CCAG-FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement auront été agréées par la personne publique, bénéficiera du paiement direct par le CDG 35, pour toute somme supérieure ou égale à 600 euros HT.

Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

La déclaration de sous-traitance est à annexer au présent marché ainsi que l'attestation sur l'honneur que chaque sous-traitant doit remplir, dater et signer manuscritement.

Chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

**La sous-traitance est autorisée uniquement pour la partie liée aux prestations de service.**

Le candidat devra également fournir, pour chaque sous-traitant, toutes les pièces pour justifier de ses capacités (*article 8 du règlement de consultation*).

### **Article 13 : Disposition relatives à la co-traitance**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

### **Article 14 : Prix et modalités de détermination dans les prix**

#### ***Article 14.1 : Caractéristiques des prix pratiqués***

Concernant la fourniture de carburants dans les stations-service ainsi que les prestations type fournitures diverses en boutiques, lavage de véhicules et péages, les offres demandées correspondent à des remises exprimées en pourcentages ;

- sur le prix de vente hors taxes au litre par rapport au prix clientèle moyen journalier (pour le carburant)
- sur le prix de vente hors taxe unitaire pour les autres prestations

Les remises en pourcentages par type de carburant et pour les fournitures sont fermes pour la durée du marché.

Les prix éventuels de création, gestion, résiliation des cartes seront également fermes pour la durée du marché.

Le titulaire est, toutefois, libre d'appliquer des rabais supérieurs ou des frais inférieurs en cours d'exécution.

En tout état de cause, à titre de clause de sauvegarde, si le prix « public » du titulaire est supérieur de plus de 0.20 €/litre aux indicateurs nationaux calculés par le Ministère de l'Industrie (indicateurs mis à jour chaque semaine et publiés sur le site Internet du Ministère : [www.prix-carburants.gouv.fr](http://www.prix-carburants.gouv.fr)), le CDG35 se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues au présent CCAP.

En outre, les offres promotionnelles supérieures au rabais accordé au CDG35 peuvent profiter à ce dernier.

D'autre part, le titulaire ne peut arguer, pour justifier une augmentation de prix, d'une méconnaissance des prestations attendues, toutes choses sur lesquelles il devait se renseigner avant la remise de son offre si elles lui paraissaient incomplètes ou insuffisamment explicites.

Les prestations seront rémunérées en application des prix indiqués et remises exprimées dans le bordereau des prix du marché et selon les modalités fixées à l'article 14 du CCAP.

### **Article 14.2 : Modalités de variation des prix**

Les bons de commande seront traités sur la base des prix clientèle moyens journaliers diminués des remises consenties, exprimées dans le cadre du bordereau de prix unitaires hors taxes joint en annexe 1 à l'acte d'engagement.

### **Article 14.3 : Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### **Article 14.4 : Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée**

Le taux de la T.V.A est celui en vigueur au moment de l'établissement de la facture par le titulaire.

## **Article 15 : Pénalités**

- **En cas de défaillance du système d'interface** (non fonctionnement, données transmises inexactes ou manquantes) le titulaire du marché aura 15 jours ouvrables pour remettre le système en état et corriger les données. Au-delà, le candidat encourt des pénalités de 75 €/jour de dysfonctionnement.
- **En cas de défaut d'approvisionnement à la pompe ou d'indisponibilité du matériel** au-delà de 3 jours : le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de s'approvisionner chez un autre fournisseur si le prestataire n'a pas de stations dans un rayon de 10 kilomètres. La pénalité encourue par le titulaire, sera de 10 € par utilisateur non servi. Cette somme compensera les frais de gestion induits (traitement des frais de déplacements, mandatement pour rembourser l'utilisateur etc....)
- **En cas de retard dans le remplacement d'une carte**, en cas de défaillance, perte, vol, destruction d'une carte etc..., le titulaire du marché s'engage à la remplacer dans le délai proposé dans le mémoire technique (sans toutefois excéder 15 jours ouvrables). Au-delà, les pénalités encourues seront de 75 € / jour ouvrable de retard.










## **Article 16 : Conditions de règlement**

Le paiement s'effectuera mensuellement sur la base de la facture émise par le titulaire.

## **Article 17 : Présentation des demandes de paiement**

### **Article 17.1 : Données de la facture**



Après certification du service fait et réception par le titulaire du ou des PV de réception, les factures afférentes au paiement des prestations porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

-  le nom et l'adresse du créancier
-  le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
-  le numéro du marché
-  la date de notification du marché
-  la nature de la prestation demandée
-  le montant HT de chaque prestation
-  le taux et le montant de la TVA
-  le montant total TTC des prestations exécutées
-  la date de facturation

### **Article 17.2 : Format électronique**

L'envoi des factures sous format électronique est à privilégier. Elles devront être adressées sous format .pdf à l'adresse suivante : [finances@cdg35.fr](mailto:finances@cdg35.fr).

Les factures peuvent également être transmises de manière dématérialisée sur le portail Chorus Pro. Pour ce faire, les factures dématérialisées doivent impérativement comporter les mentions obligatoires suivantes :

-  Le n° SIRET : 283 503 563 000 35
-  Le budget auquel elles se rapportent : Budget Centre de Gestion d'Ille et Vilaine (205)

L'utilisation de ce portail deviendra progressivement obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique d'ici le 1er janvier 2020, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

### **Article 17.3 : Format papier**

Si l'envoi sous format électronique n'est pas possible, les factures sous format papier, afférentes au paiement des prestations, seront établies en un original et deux exemplaires.

Elles seront adressées à l'ordre de :

Monsieur le Président  
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine  
Village des Collectivités Territoriales  
1 avenue de Tizé  
CS13600  
35236 Thorigné Fouillard Cedex  
Tél : 02.99.23.31.00

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale  
Le Colbert  
31-32 place du Colombier  
B.P. 23104  
35031 Rennes Cedex  
Tél. : 02.99.31.48.66

### **Article 18 : Modalités de règlement**

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la collectivité. Cette dernière pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

Le titulaire sera informé de toute facture non conforme ; le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme.

### **Article 19 : Confidentialité**

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du marché.

Toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur, est interdite.

### **Article 20 : Assurances**

Seules les stipulations de l'article 9 du CCAG-FCS relatives aux assurances sont applicables.

### **Article 21 : Résiliation**

Seules les stipulations du chapitre 6 du CCAG-FCS relatives aux assurances sont applicables.

### **Article 22 : Règlement des litiges**

Les contestations ayant trait à l'application du présent marché et des bons de commande et à toutes les obligations qui en découlent, seront à défaut d'accord à l'amiable, soumises au Tribunal Administratif de Rennes.

**Article 23 : Modification du marché**

Toute modification du présent marché fera l'objet d'un avenant.

**Article 24 : Garantie financière**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

**Article 25 : Dérogation au CCAG-FCS**

L'article 11.1 du CCAP déroge aux articles 22 à 25-5 du CCAG-FCS

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS